

# Ce sera donc Clinton contre Trump, mais l'élection est encore loin

## LE RÉSUMÉ

Ça y est, **Hillary Clinton est certaine de défendre les couleurs démocrates** à la présidentielle du 8 novembre.

Donald Trump et Hillary Clinton peuvent désormais se concentrer sur les **prochaines étapes**: faire campagne dans les **Etats clés**, choisir un **colistier**, rassembler leurs partis aux **conventions de l'été**, et se préparer aux **débats** de l'automne.

CATHERINE MOMMAERTS

Sou-la-gée. Voilà comment on pouvait décrire Hillary Clinton hier. Après ses victoires dans quatre des six Etats qui étaient en jeu mardi, dont la Californie, l'ex-secrétaire d'Etat pouvait enfin savourer la certitude qu'elle représentera bien les couleurs démocrates à la présidentielle. Bernie Sanders n'a pas encore officiellement jeté l'éponge. Il s'est engagé à poursuivre le combat électoral. Cela peut vouloir dire qu'il se battra contre la candidature de Donald Trump. Ou alors qu'il se rendra à la convention démocrate de Philadelphie, fin juillet, gonflé à bloc. On pourrait en savoir plus ce jeudi, après une rencontre prévue entre le sénateur du Vermont et le président Obama à la Maison-Blanche. En attendant, Clinton peut désormais se concentrer sur la bataille finale, celle qui l'opposera au républicain, Donald Trump, le 8 novembre prochain. Mais on en est encore loin. Cinq mois, dans une élection présidentielle, c'est une vie. Tout peut arriver d'ici là, les opinions se retourner, les réputations se briser.



Hillary Clinton a savouré ses victoires de mardi qui lui ouvrent grand les portes de la présidentielle du 8 novembre. © PHOTO NEWS

Et les étapes à franchir sont encore nombreuses.

### ► Réorganisation

Les équipes vont devoir se réorganiser. Désormais, c'est sur les Etats clés, ces fameux «swing States» qui pourraient pencher dans un camp comme dans l'autre, qu'elles vont mettre le paquet. Les campagnes de communication les plus coûteuses se feront là. C'est là aussi que les deux candidats se rendront le plus souvent. Trump annonçait le mois dernier qu'il se concentrerait sur 15 Etats, dont l'Ohio, le Michigan, la

Floride, mais aussi la Californie et New York, deux Etats qu'il veut prendre aux démocrates. Tout cela nécessitera beaucoup d'argent. Trump comme Clinton devront y mettre la somme record d'un milliard de dollars, estiment les observateurs.

### ► Chasse au colistier

C'est probablement l'un des paris les plus délicats qu'auront à faire les deux candidats: choisir qui figurera à leurs côtés sur le «ticket» présidentiel. Ça fait déjà des mois que les deux camps y réfléchissent. Les

**Désormais, c'est sur les Etats clés, ces fameux «swing States», que les campagnes vont mettre le paquet.**

short lists sont déjà faites et certains intéressés peut-être déjà prévenus. C'est que les conventions des partis approchent (juillet), et les candidats vice-président devront y être confirmés. Les noms de la sénatrice du Massachusetts Elizabeth Warren et du sénateur d'Ohio, Sherrod Brown, sont cités comme potentiels choix pour Clinton. Ils la rapprocheraient de l'aile gauche du parti. Le secrétaire au Logement Julian Castro pourrait séduire l'électorat latino et l'ex-gouverneur du Massachusetts Deval Patrick, les Afro-Américains. Du côté de Trump,

on parle du gouverneur du Nevada Brian Sandoval ou du sénateur de Floride (et ex-candidat à l'investiture républicaine) Marco Rubio, comme possibles candidats censés séduire un électorat latino malmené par Trump. Newt Gingrich, l'ancien président républicain de la Chambre sous la présidence de Bill Clinton, pourrait lui apporter une touche conservatrice. Et Nikki Haley, la gouverneur de Caroline du Sud, le rendre plus populaire auprès des femmes.

### ► Les Conventions

C'est aux conventions républicaine et démocrate qui se tiendront en juillet (respectivement à Cleveland et à Philadelphie) que Trump et Clinton seront intronisés. C'est ici aussi que les programmes des partis seront adoptés. Ces «plate-formes» politiques reprendront les grands axes que démocrates et républicains défendront lors des élections de novembre qui se dérouleront également au Congrès et aux niveaux locaux. Reste à voir dans quelle ambiance ces grand-messes aussi médiatisées que coûteuses se dérouleront. On sait que l'establishment républicain n'apprécie guère Trump, qui le lui rend bien. Et Sanders n'a peut-être pas encore dit son dernier mot chez les démocrates...

### ► Les débats

Les derniers grands rendez-vous des candidats avec leurs électeurs, avant le jour «J», ce seront les débats télévisés dont le calendrier a déjà été fixé. Trois débats opposeront Clinton et Trump: le 26 septembre dans l'Ohio, le 9 octobre dans le Missouri et les 19 octobre dans le Nevada. Leurs colistiers s'affronteront le 4 octobre en Virginie. L'exercice n'est pas à sous-estimer. Des élections se sont déjà perdues lors de débats...

## Succès croissant pour les assurances contre les enlèvements à l'étranger

Les entreprises veulent s'assurer contre le risque de kidnapping. Un millier de polices sont vendues chaque année en Belgique.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Il fut un temps, pas si lointain d'ailleurs, où on pouvait voyager dans la plupart des pays du monde sans craindre pour sa sécurité. Aujourd'hui, beaucoup de contrées sont déconseillées aux étrangers. Et pourtant, avec la globalisation de l'économie, les entreprises ont besoin d'avoir des gens sur place. Ce sont autant de cibles pour les kidnappeurs.

«Chaque année, 30.000 à 35.000 enlèvements de personnel étranger sont rapportés dans le monde. Un chiffre en constante augmentation ces dernières années», constate Lot Goris, financial lines manager chez Aon, entreprise de courtage et de conseil en assurances, spécialisée dans la couverture de ce type de risque.

Les pays où les enlèvements sont les plus nombreux sont l'Irak, le Mexique et l'Inde. Si l'Amérique latine reste la région la plus dangereuse, l'Afrique et l'Asie connaissent un essor considérable de ce type d'activité criminelle.

Presque partout, les étrangers constituent une cible de choix. En règle générale, ils versent de grosses rançons rapidement. Les kidnappeurs, eux, ne manquent pas de créativité. «Outre l'enlèvement classique contre une rançon, nous observons également des enlèvements virtuels où vous n'êtes pas vraiment enlevés mais la famille, qui l'ignore, se voit extorquer de l'argent par un kidnappeur,

explique Lot Goris. Il y a aussi les enlèvements express où vous êtes retenu juste assez longtemps – moins de 6 heures – pour que vos comptes en banque soient vidés.» Sans compter que beaucoup d'enlèvements ne sont pas rapportés, soit parce que la victime n'est pas assurée, soit parce que celle-ci évite d'ébruiter l'affaire.

### Service compris

Les polices proposées par les assureurs couvrent la rançon mais aussi l'assistance de la victime. L'assureur peut ainsi faire appel à des spécialistes pour gérer la crise, se charger de la communication et, surtout, négocier avec les kidnappeurs.

«Ces polices Kidnap & Ransom sont de plus en plus demandées. En Belgique, on est à un millier de contrats par an. C'est 25% de plus qu'il

**4.500 €**  
de prime

Pour 1 million d'euros de rançon, la prime d'assurance varie de 2.500 à 4.500 euros selon les pays.

ya dix ans, souligne Lot Goris. Parmi nos clients, nous n'avons pas seulement du personnel en mission à l'étranger. Il y a aussi des membres de familles fortunées qui redoutent d'être une cible potentielle.»

### Confidentialité

La prime varie généralement entre 2.500 à 4.500 euros pour 1 million d'euros de rançon. «Ce n'est pas excessif compte tenu du service de consultation de crise inclus dans le package», estime Lot Goris. Le montant de la prime dépendra du pays concerné mais aussi des précautions prises par l'entreprise pour assurer la sécurité du personnel sur place (gardes du corps, véhicules blindés, briefing sur ce qu'il faut faire et ne pas faire, etc.). Enfin, la prime peut aussi varier avec la renommée de l'entreprise: un employé d'une multinationale sera davantage une cible que l'employé d'une quelconque PME.

«Aucun pays n'est exclu a priori. L'assureur peut par contre se montrer regardant sur les mesures de précaution prises par le client», note Lot Goris. Les polices contiennent toujours une clause de confidentialité: l'entreprise ne peut pas divulguer qu'elle a souscrit une assurance, sous peine d'exposer inutilement ses employés.

Une certaine pression sur les prix se manifeste depuis quelque temps avec l'arrivée de nouveaux acteurs. Ce marché de niche que se partageaient des opérateurs historiques comme Hiscox, AIG, HDI-Gerling et Chubb/ACE est aujourd'hui convoité par HCC, XL Insurance et Allianz.



Le gouvernement français était intervenu pour libérer les sept employés d'Areva et de Satom enlevés au Niger en 2010. © AFP

### AUTRICHE

#### L'extrême droite conteste le résultat de la présidentielle

L'extrême droite autrichienne a demandé mercredi à la justice d'annuler le résultat de l'élection présidentielle, arguant «d'irrégularités épouvantables», deux semaines après son échec à faire élire le premier chef d'Etat d'extrême droite de l'UE. «Nous ne sommes pas de mauvais perdants. Il en va des fondements de la démocratie et de l'Etat de droit», a justifié Heinz-Christian Strache, le chef du Parti de la liberté (FPÖ). La Cour constitutionnelle a désormais quatre semaines pour valider ou invalider l'élection. Le candidat du FPÖ, Norbert Hofer, avait recueilli 49,7% des voix contre 50,3% à l'écologiste Alexander Van der Bellen.

«Il serait extrêmement difficile de travailler avec une administration Trump.»

PIERRE MOSCOVICI  
COMMISSAIRE EUROPÉEN



### CATALOGNE



Le gouvernement catalan de l'indépendantiste Carles Puigdemont est au bord de l'implosion, sa composante la plus radicale (CUP) ayant décidé de ne pas voter le budget.

### GRANDE-BRETAGNE

#### Un couac technique pour le vote sur le Brexit

Une panne informatique mardi soir a empêché de nombreux Britanniques de s'inscrire en ligne pour voter au référendum sur l'Union européenne, provoquant l'embarras du gouvernement et la colère du camp du maintien qui s'estime le plus lésé dans l'affaire.

C'est l'afflux massif d'inscrits de dernière minute – la clôture des inscriptions ayant été fixée à mardi minuit – qui a provoqué l'engorgement.

En fine, le Parlement britannique devra voter dare-dare ce jeudi une loi permettant d'étendre le délai d'inscription des électeurs.